



L'EFFAT AU SOMMET MONDIAL SUR LE CLIMAT A COPENHAGUE, le 11 DECEMBRE 2009

COMBATTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE – GARANTIR LES EMPLOIS

Discours d'ouverture de Bruno VANNONI, Président en exercice de l'EFFAT

Chers participants, intervenants et amis, Madame la Ministre,

Nous voici une nouvelle fois réunis sur l'important sujet du changement climatique. Sujet hautement d'actualité dans cette belle ville de Copenhague, avec le déroulement en ce moment même du sommet mondial des Nations Unies.

En premier lieu et d'un point de vue global, quels que soient les avis divergents des scientifiques et des positions politiques multiples concernant l'avenir de notre planète, **IL NE FAUT SURTOUT PAS PASSER A CÔTÉ DES ENJEUX DE CE SOMMET**. L'Homme s'engagera-t-il enfin pour son avenir et celui de ses enfants ?

Le changement climatique est un sujet prioritaire pour l'EFFAT et comme la Confédération Européenne des Syndicats, elle affirme que le sommet de Copenhague doit absolument déboucher sur un accord qui engage les Etats avec des délais courts et de façon précise et chiffrée. L'EFFAT condamne toute pensée ou orientation qui tendrait à vouloir reporter l'accord en 2010 à Mexico, à Bonn ou ailleurs. Les décisions doivent se prendre ici et maintenant afin d'éviter toute aggravation de la situation actuelle.

Qu'il soit d'origine humaine ou naturelle, le changement climatique est devenu la responsabilité de tous car nous ne connaissons pas encore toutes les conséquences. Cependant, nous pouvons affirmer que ce sont déjà les pays du sud qui sont, et seront encore plus vulnérables.



Les enjeux sont importants : l'environnement, l'économique et le social.

- L'environnement : les objectifs sont de diviser par 4 les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 pour les pays industrialisés et par 2 pour les autres. Le résultat escompté serait alors de limiter l'augmentation de la température de la terre à 2° d'ici la fin du 21^{ème} siècle, tout le monde est concerné et en premier lieu, les populations qui subissent déjà les conséquences de ce réchauffement.
- L'économique : selon les spécialistes, il faudrait environ 100 à 120 milliards d'euros par an pour arriver aux objectifs environnementaux. 120 milliards d'euros, aucun pays, tout seul, n'en a les moyens et c'est une décision commune qui doit être appliquée. Mais, ne pas investir dès maintenant, ce serait à terme rendre la facture encore plus coûteuse et fragiliserait encore plus les plus vulnérables et les plus faibles,
- Le social : selon les dernières estimations jusqu'en 2008, 20 millions de personnes sont déjà parties de chez elles, chassées par des catastrophes climatiques directes ou leurs conséquences. Ce sont les nouveaux « réfugiés climatiques » et ils pourraient être 10 fois plus dans les quarante années à venir. Or, cet aspect social est à prendre en compte dès à présent car les facettes sont multiples : locales, européennes, internationales et intergénérationnelles.

Nous devons donc tous faire face à ces enjeux mais en tant que fédération européenne des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et du tourisme, l'EFFAT veut faire entendre sa voix sur ce dossier du changement climatique.

Le cap du milliard de personnes sous-alimentées vient d'être franchit et suivant l'évolution démographique mondiale, la production agricole devrait augmenter de 70 % pour nourrir la population mondiale dans les prochaines 40 années. Comment allons-nous y arriver lorsque plus de 90% de ces terres servent déjà pour nourrir la population mondiale actuelle ?



La ruée vers les terres agricoles des pays en voie de développement a augmentée et les Etats (ou gouvernements) en sont souvent à l'origine. Cette ruée se fait au détriment des populations locales aussi bien en termes d'alimentation que d'accès au travail.

Plusieurs questions restent en suspens et il nous faut trouver ensemble des réponses aux questions :

- Dans le cadre de la politique agricole commune et au niveau de l'OMC, quel type d'agriculture allons-nous vivre demain, sera-t-elle toujours source de souveraineté alimentaire européenne et mondiale, sera-t-elle source de revenus redistribués différemment pour les producteurs, sera-t-elle source enfin de travail décent dans une économie en croissance durable pour assurer des meilleures conditions de vie ?

Sur ce secteur, ce qui est clair et que nous affirmons depuis longtemps, il ne faut **pas moins d'agriculture mais une meilleure agriculture**, plus responsable pour l'environnement et le social.

- Le tourisme subit déjà les effets du changement climatique, le déplacement des zones de vacances a pour effet de déplacer des travailleurs du sud vers le nord.
- L'alimentation sera aussi touchée en fonction des évolutions du secteur de l'agriculture mais aussi en fonction des normes de plus en plus strictes sur la sécurité alimentaire. L'accroissement éventuel des maladies animales aura des conséquences sur l'alimentation humaine et donc sur les entreprises alimentaires.

Ces exemples ne sont pas exhaustifs.



Nous le disions déjà en septembre, lors de la conférence que nous avons organisée à Bruxelles : le marché du travail sera confronté à un processus de transition majeur. Les secteurs de l'agriculture et du tourisme semblent les plus sensibles à cette évolution. C'est pour cette raison aussi que nous exigeons des informations et statistiques les plus fiables possibles. Il est donc vital qu'un dialogue social sectoriel européen fructueux s'engage rapidement afin d'encourager des politiques environnementales, sociales et économiques mieux définies, mieux renseignées et plus cohérentes avec une implication de l'ensemble des partenaires sociaux dans l'élaboration de ces politiques.

De la même manière et je l'avais annoncé à la dernière conférence à Bruxelles, la nouvelle Commission européenne aura une Direction Générale du changement climatique. Ce sera le 1^{er} février 2010 que Madame Connie Hedegaard (actuelle Ministre du climat et de l'énergie au Danemark) prendra ses nouvelles fonctions comme commissaire. Nous devons la rencontrer pour faire valoir nos droits et nos revendications qui se résument ainsi :

- Ø Assurer l'information, la consultation et la participation des syndicats dans la discussion et la prise de décision sur les mesures à mettre en œuvre et leur adaptation,
- Ø Assurer des programmes de formation et des mesures d'accompagnement pour les salariés qui subiraient des licenciements, restructurations ou obligations de mobilité,
- Ø Développer le dialogue social sur le changement climatique et toutes ses conséquences,

Ce dossier du changement climatique doit être une nouvelle ambition d'évolution sociale vers un véritable travail décent, reconnu et protégé dans une croissance pérenne et ainsi assurer de meilleures conditions de vie à l'ensemble de la population européenne et mondiale.



Nous sommes prêts à travailler avec l'ensemble des acteurs qui veulent faire évoluer le social et préserver notre planète pour l'avenir de bien commun. C'est le défi auquel je vous invite maintenant à discuter.

Merci pour votre attention !

Bruno VANNONI

Copenhague, le 11 décembre 2009